

Initiatives ministérielles

En imprimeraient-ils? Appelleraient-ils le gouverneur de la Banque du Canada pour lui dire de faire tourner les presses, que l'inflation ne pose aucun problème, que les taux d'intérêt élevés qui en résultent ne posent aucun problème, que le chômage n'est rien de grave? Réélistons les libéraux pour retrouver le scénario de la fin des années 1970: les taux d'intérêt sur emprunts hypothécaires à 22 p. 100 et un taux de chômage dans les deux chiffres. C'est exactement ce que nous proposent les libéraux et c'est inacceptable.

Peut-être les libéraux augmenteraient-ils les impôts et les taxes? Si oui, quelles taxes? N'avons-nous pas le droit de savoir? N'avons-nous pas le droit de savoir de l'opposition officielle quelles mesures elle prendrait?

Les libéraux crient: «Abandonnez la TPS, renoncez à cette taxe!» Ils parcourent le pays en suscitant des craintes chez les Canadiens, en faisant naître la peur de l'inconnu. Ce qui est le plus à craindre, c'est le statu quo et la peur de procéder à une véritable réforme.

Comme Frederick Gardiner l'a un jour déclaré: «Souriez et le monde vous sourit. Imposez une taxe et vous êtes seul». Si la levée d'une taxe signifie aujourd'hui que nous assurons l'avenir de nos enfants, que nous raffermissons notre économie, que nous rendons le Canada plus compétitif, que nous assurons pour l'avenir le financement de nos programmes sociaux, de nos soins de santé et de notre régime d'assurance-maladie, et que nous garantissons que le Canada entrera dans la nouvelle décennie en meilleure santé économique qu'au cours des dernières décennies, alors, je suis prêt à rester seul, mes collègues avec moi, et nous irons de l'avant pour le bien du Canada.

[Français]

M. Réginald Bélair (Cochrane—Supérieur): Madame la Présidente, tout d'abord je voudrais souligner un fait extrêmement important, c'est-à-dire que j'ai l'honneur d'avoir la présence en Chambre de deux pages qui viennent de la ville de Hearst, dans ma circonscription. Ce sont Dominique Boucher et Manon Girard.

Des voix: Bravo!

M. Bélair: Merci. Évidemment ils accomplissent un travail merveilleux auprès des députés, et je les en remercie.

Au sujet du projet de loi C-62, madame la Présidente. . .

• (1940)

[Traduction]

Nous contribuons en fait à la défaite du gouvernement conservateur. Vous connaissez sûrement le célèbre portrait de Napoléon avec la main glissée dans sa chemise la

hauteur de la poitrine. Comme lui, les conservateurs autocratiques ont les mains dans les poches de tous les Canadiens. Non seulement les impôts sur le revenu des particuliers ont-ils augmenté de 22 p. 100 depuis cinq ans, mais nous devons désormais payer 7 p. 100 de plus sur tout ce que nous achetons.

Le projet de loi C-62 a tant de lacunes que je ne sais pas par où commencer. La semaine dernière, dans une question qu'il posait au ministre des Finances, le chef de l'opposition a signalé à la Chambre qu'un enfant vendant de la limonade au coin de la rue devrait payer la TPS proposée sur ce qu'il achète, alors qu'un millionnaire n'aurait pas d'impôts à payer sur son caviar. Est-ce juste? On peut bien parler d'une politique des deux poids, deux mesures au Canada, d'une justice pour les riches et d'une pour les pauvres.

Le gouvernement n'écoute pas du tout ses électeurs, puisque la majorité des Canadiens s'opposent à cette TPS de 7 p. 100. Le sondage effectué par Angus-Reid pour le compte de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante montre clairement que plus des deux tiers de la population s'opposent à cette taxe. Les Canadiens voient clair dans le jeu des conservateurs. Il ne s'agit pas d'une réforme fiscale sans incidence sur les recettes, mais d'une saignée fiscale des conservateurs qui rapportera 4 milliards de plus par an. Les Canadiens vont être imposés du berceau à la tombe.

En parlant de tombe, certains entrepreneurs de pompes funèbres essaient ces jour-ci de conclure des arrangements préalables avant la fin de l'année. Ces ventes visent particulièrement les personnes âgées qui pourraient ainsi éviter cette nouvelle taxe. Le gouvernement a institué la politique du «payez maintenant et mourez plus tard». La razzia fiscale des conservateurs s'étend à tout le pays. Elle n'épargnera personne, où que ce soit et peu importe les circonstances.

Je voudrais maintenant signaler ses effets sur mes électeurs de Cochrane—Supérieur. À mon avis, les conservateurs veulent que les habitants du Nord déménagent dans le Sud. Ils leur rendent la vie trop intenable pour que ces derniers continuent à y vivre. On a pratiquement supprimé tous les avantages.

Je voudrais résumer ce à quoi les habitants peuvent s'attendre dans les années 1990 à la suite du régime conservateur. Quel avenir! voyez un peu. Des réductions de l'assurance-chômage là où il y a de nombreux travailleurs saisonniers dans des villes mono-industrielles; à la suite de l'imposition de la surtaxe de 15 p. 100 sur l'exportation du bois d'oeuvre, sept usines ont fermé et 2 000 emplois ont disparu; la recommandation du groupe de travail visant à supprimer les avantages fiscaux consentis aux habitants du Nord et des régions éloignées; les